

AU SUJET DE LA CRISE SYSTEMIQUE

Pierre F. Gonod

Le LEAP a prévu une "Crise Systémique Globale", son calendrier et ses étapes. C'est une prise de position dont je ne connais pas d'exemple actuel dans le microcosme de la prospective. Attitude courageuse qui tranche avec la pusillanimité de la profession. Depuis longtemps la prospective française, notamment, a renoncé à l'anticipation globale. Pourquoi ? Sans doute en raison de la complexité croissante du monde et d'une pensée simpliste incapable de la saisir. Peut-être aussi la prégnance du politiquement correct à l'époque de la mondialisation qui conduit à l'impossibilité d'envisager des ruptures radicales. C'est le mérite du LEAP d'avoir franchi ce pas¹.

Outre-Atlantique la littérature est abondante concernant les crises à venir². Mais elle est centrée sur la finance et la monnaie, le dollar en particulier, l'énergie et l'environnement, la synthèse avec les autres dimensions est absente.

Un nouveau champs d'exploration géopolitique est apparu avec le changement climatique et le problème de l'eau, ajoutant une autre dimension à l'anticipation à long terme³.

Il est exceptionnel de rencontrer l'expression de "crise systémique". J'en connais peu d'exemples⁴.

Pour ma part, j'ai considéré l'hypothèse d'une crise systémique mondiale dès 1998 dans le cadre des travaux entrepris à l'INRA sur la prospective "protéines"⁵. Six grands macroschémas ont servi de cadre : l'ultralibéralisme (*Le scénario de la « Mondialisation Heureuse »*) ; Les scénarios réformistes : La gouvernance mondiale (*La régulation mondiale*),

La gouvernance régionale (*Le scénario de la coopération entre régions*); Les scénarios de rupture: La crise systémique mondiale, la crise régionale, La rupture intentionnelle : Le scénario d'un autre développement⁶ (" *La mondialisation alternative* "). La situation d'état de l'année de référence étant un mixte d'ultralibéralisme, de gouvernance mondiale et de gouvernance régionale. Ce mixte continue à dominer en 2006. La mondialisation alternative reste à l'état de thèses qui n'ont pas jusqu'alors opéré le système.

On trouvera encarté un résumé de l'hypothèse de la crise systémique mondiale en 1998, 2000 et 2005.

¹ Voir [GlobalEurope Anticipation Bulletin N°2 à N°6](#).

² Voir les archives de "Future Survey" de la World Future Society, www.wfs.org/fs

³ Voir Roy Woodbridge "The next world war, tribes, cities, nations and ecological decline" University of Toronto Press 2004 ; Jean-Michel Valantin "Menaces climatiques sur l'ordre mondial" Editions Lignes de Repères-Diplomatie Magazine 2005 ; Sylvie Faucheux et Haitham Joumni "Economie et politique des changements climatiques" la Découverte 2005.

⁴ La référence la plus nette est dans le livre d' Alexandre Lamfalussy "Financial Crises in Emerging Markets: An Essay on Financial Globalisation and Fragility. (Catholic U of Louvain; former president, European Monetary Institute). New Haven CT: Yale U P, Sept 2000. En voici un extrait "The process of financial globalization throws up problems of worldwide dimension which cannot be handled on an ad hoc basis. Even if all preventive measures taken by national authorities work, their sum total may turn out to be dismally inadequate for reducing the risk of a **systemic crisis**. And there is a genuine risk that in the case of a major **crisis**, national policy reactions will tend to diverge rather than converge". Le pronostic reste cependant limité à la crise financière, il est imprégné des crises financières dans les pays en développement : " A large number of developing countries have been hit by financial crises since the early 1970s, with a sharply increased frequency since the early 1980s. Four major ones are considered: Latin America (1982-83), Mexico "Mark II" (1994-95), East Asia (1997-98), and Russia (1998). The build-up of excessive short-term indebtedness and accompanying asset price bubbles were at the heart of the four crises". En France la crise systémique est envisagée par "l'école de la régulation" quasi exclusivement comme la contagion de crises financières locales, quand la difficulté locale se transforme en crise globale, il s'agit d'une crise systémique qui a sa logique propre, aboutissant à des situations déprimées que les comportements privés ne peuvent corriger spontanément. Il faut alors une régulation économique internationale. (Voir, notamment, les travaux de M. Aglietta)

⁵ "Prospective : les protéines végétales et animales" INRA-DADP octobre 2001.

⁶ Pierre F. Gonod "Matières à (re)penser le développement durable et d'autres développements" INRA-DADP juillet 2003

La crise systémique mondiale (macroscénario de 1998)

Le scénario est fondé sur le paradigme de la réversibilité

Les crises cycliques ne sont pas, comme certains l'ont crû, reléguées au musée de l'histoire. Les régulations de l'économie mondiale, si elles ont évité depuis la seconde guerre mondiale un krach comparable à celui de 1929, n'ont pas, pour autant, supprimé les cycles économiques. Les marchés sont volatiles et réversibles. La toute puissance du marché-roi est aussi la source de sa fragilité. Incontestée dans le champ de l'économie, la mondialisation pourra être victime d'un accident stratégique. L'interdépendance généralisée des économies, d'un côté renforce la cohérence du système, mais de l'autre elle en accroît la fragilité, puisqu'un dérèglement quelque part peut se propager à l'ensemble. L'information en temps réel multiplie, on l'a vu dans les mouvements boursiers, les réactions instantanées. S'agissant de la finance et de la monnaie, elles sont soumises à la pression des actionnaires et à celle des fonds de pension dont les motivations privilégient le profit immédiat. La conduite des affaires, dans ces conditions, n'est même plus "à vue". Les myriades de décisions quotidiennes ne procèdent pas d'une vision du moyen et du long termes. Les doctrinaires du néo-libéralisme ne s'en alarment pas pour autant : la "main invisible" mettra de l'ordre dans le chaos des marchés financiers.

"L'accident" pourrait ainsi résulter des avatars de l'ultra libéralisme et de la conjonction de divers phénomènes. En effet, les changements ne sont jamais dus à un seul facteur mais à la conjonction de plusieurs, y compris des facteurs imprévisibles. Le scénario de la grande crise de 1929 est encore l'objet d'interprétations diverses. On peut cependant considérer que ce n'est pas l'écroulement des échanges, qui en a été le déclencheur, mais des circonstances fortuites, en l'occurrence une série de paniques bancaires, favorisées par des mesures de protection douanières. Une crise financière peut muer en crise économique, et, par la conjonction entre divers cycles, transformer des crises partielles en une crise générale. Ce n'est pas le lieu ici d'en anticiper des modalités possibles. Elles sont multiples.

On s'est placé ici dans l'hypothèse où la crise est brutale, profonde et longue, que la dépression se manifeste par une déflation qui atteint le moteur du système, le profit, avec toutes ses conséquences sur la production, l'investissement, l'échange, les relations sociales et politiques, l'aide internationale, l'idéologie. Dans le désarroi où ce qu'on croyait stable s'écroule, les fondamentalismes religieux et les extrémismes politiques prospèrent. La rupture est qualitative, et la crise est systémique dans le sens où elle ébranle la structure du système. Elle est mondiale, et elle affecte donc les régions, elle creuse les inégalités entre pays. Ce qui conduit à réfléchir aux articulations entre la crise systémique générale et celles des ensembles régionaux, l'Europe en particulier.

La crise régionale

- La crise générale signifie que les différentes régions sont frappées. Son déclenchement, ainsi qu'il a été dit, résulterait d'entrelacs de causes. Elle pourrait débiter dans une région et se propager aux autres selon des intensités et des vitesses variables.

En fin 1998, l'épicentre de la crise, d'abord financière, ensuite économique, était situé en Asie. Les pays ont été directement affectés. L'Indonésie, dont la croissance avait été particulièrement dynamique, a été le plus touché. Cela résultait de son modèle de développement, de l'appropriation de la richesse par un clan au pouvoir, de la mobilité des capitaux externes qui s'y étaient investis dans une fièvre spéculative. Le Japon, géant économique de la région connaissait une crise bancaire, économique et politique. Les effets de cette récession sur l'Asie du Sud-Est ont été forts. Dans des pays où la protection sociale était inexistante, ils conduisaient à un krach social. Malgré le poids du Japon dans l'économie mondiale, ces effets ont été limités alors dans les pays les plus développés, USA et UE. Mais des pays émergents, tels le Brésil et d'autres pays d'Amérique Latine, ont été victimes de la crise du crédit engendrée par les reflux de capitaux. Tout cela pour dire que l'instabilité et les craquements régionaux constituent une hypothèse robuste.

La contagion d'une crise régionale et son extension aurait pour conséquence la fracture mondiale. Elle pourrait entraîner soit le repli de la région sur elle-même, soit sa dislocation interne. L'alternative dépend de plusieurs facteurs : le degré d'ouverture sur le marché extérieur, l'importance du marché interne, celle des échanges à l'intérieur de la zone, la maturité de la construction régionale, l'irréversibilité et la réversibilité des processus d'intégration, les volontés politiques des partenaires...

- Le repli autarcique des régions, là où il est possible, développerait un type " d'économie de guerre ", tel qu'il a existé durant la seconde guerre mondiale. Le risque est grand qu'à la guerre économique actuelle succèdent alors des conflits militaires entre régions (ou pays) forteresses. L'isolationnisme américain latent se renforcerait, la forteresse américaine ayant les ressources de vivre sur elle-même, ou du moins de s'organiser en conséquence. Dans le cas de l'UE, la situation serait plus difficile. Sa dépendance énergétique obligerait au choix du nucléaire, et, paradoxalement, aussi aux choix écologiques des énergies renouvelables et aux économies d'énergie. Bloquant les transferts technologiques, " l'économie de guerre " inciterait les pays qui ont une infrastructure scientifique et technologique suffisante, à réaliser par leurs propres forces des innovations. Il est peu probable que la fracture entre régions empêcherait complètement la diffusion de l'information scientifique et technologique, mais il n'en serait pas de même pour l'octroi des licences. Les règles du jeu de la propriété intellectuelle et industrielle seraient ignorées. L'économie de guerre justifiant cela. Les acteurs dominants seraient les Etats nationaux, garants de la sauvegarde de leur population, l'OIG régionale, comme arbitre et coordinateur, les FMN, seules à avoir une base transnationale surmontant la fracture du système mondial.

- La dislocation interne régionale aurait pour conséquence des poussées nationalistes avec tous les dangers qu'elles représentent. Elle affecterait d'abord les maillons faibles du réseau des régions. On pressent que ni l'ASEAN et le MERCOSUR résisteraient. L'ALENA, par la force cohésive des multinationales américaines, paraît en meilleure posture. L'UE est plus fragile. Ceci tient à sa situation singulière dans la logique conflictuelle de la mondialisation des échanges. L'UE constitue en effet le premier système d'alliance économique entre pays industrialisés. Sa problématique concurrentielle est différente de celle des Etats-Unis et du Japon car ses membres sont à la fois partenaires et concurrents. Au sein de la Triade l'UE a des faiblesses qui la rendent vulnérable. Du fait de son statut particulier, ses associés doivent mener la guerre économique sur deux fronts parallèles, extérieur et intérieur. Le front extérieur englobe les puissances régionales de l'Amérique du Nord et de l'axe Pacifique. Le front intérieur, qui exprime les contradictions commerciales entre les pays membres de l'Union, peut servir de voie de pénétration aux concurrents extérieurs. La tendance serait que les Etats s'enferment dans des forteresses nationales. Au sein de celles-ci la contraction des échanges à l'intérieur de la région augmenterait les exclus, la solidarité déclinante serait plus sélective, le racisme n'y serait pas étranger.

La nouvelle donne (2000-2001)

Plusieurs événements majeurs se sont produits depuis 1998, période où les hypothèses de la prospective protéines ont été formulées : le retour confirmé de la croissance, la guerre du Kosovo et ses conséquences pour l'élargissement de l'Union Européenne, le conflit entre les USA et l'UE qui sera au centre des négociations de l'OMC à Seattle fin novembre 1999.

À ces événements, s'en ajoutent d'autres de moindre importance, telles les élections européennes, mais qui sont susceptibles d'engendrer des effets non négligeables.

La nouvelle donne concerne aussi des *événements internes* au système des protéines. Mais comme il y a interpénétration du global et du particulier, ceux-ci ont été récapitulés dans ce chapitre, ce qui conduit à dégager la consistance nouvelle du système des protéines.

Ces événements internes sont : le conflit UE-USA (qui dépasse les seuls éléments du système des protéines), la montée de la protestation paysanne en France, les crises sanitaires, l'organisation de la résistance aux OGM. Ces événements sont relationnés et leur convergence crée une nouvelle donne.

Les questions posées par ces événements sont alors d'apprécier comment ils ont fait évoluer le système mondial, retracé par le macroscénario 1998, et vers lequel des macroscénarios imaginés pour le futur s'est-on dirigé.

Le retour de la croissance

L'opinion presque unanime des économistes est que « la crise est finie », du moins en France⁷. Les théoriciens des cycles Kondratieff⁸ opinent pour une nouvelle vague d'essor. Sans doute convient-il d'être prudent, des extrapolations hâtives ayant été souvent démenties par les faits et les prévisions des économistes erronées.⁹ La situation mondiale et celle de la dette américaine n'inclinent pas à cet optimisme.¹⁰

Cependant si l'on tient compte de la façon dont le capitalisme a encaissé les chocs des crises monétaires et financières de l'Asie du Sud Est et du Japon, du Brésil et de la Russie, la conclusion est que les mécanismes de régulation et d'intervention éloignent, tout au moins à moyen terme, le spectre de la crise systémique¹¹.

Une conséquence directe est que le financement de la PAC est facilité, ce qui ne veut pas dire qu'il est certain, compte tenu des attaques dont il est l'objet, et de l'apparition d'autres parties prenantes dans les financements de l'UE.

Contrepoint 2005

L'UE à 25 pays est en crise. Le rejet par la France et les Pays-Bas du projet constitutionnel en est un des éléments. Mais s'en est plus une manifestation que la cause. (Voir précédemment [Chronique géopolitique 5 la crise de l'Union Européenne](#)). C'est l'absence d'un projet politique autre que le marché et le libre-échange généralisé qui est à la racine de la crise. C'est aussi le mécanisme de décision de l'UE, la coupure d'une oligarchie européenne avec les populations, qui sont à l'origine de la faillite politique de l'élargissement. Il devait "être réfléchi" sur l'événement. Force est de constater avec le président de la Commission, M. Barroso que "l'on a pas réfléchi à réfléchir", ce qui est inquiétant pour la suite... Car si l'Europe ne définit pas son modèle social, ne résorbe pas son chômage, n'ouvre pas des perspectives à sa jeunesse, elle n'est pas à l'abri de dérives anti-démocratiques, d'appel aux extrémismes et au retour à des nationalismes d'une autre époque, que, précisément, depuis 50 ans la construction européenne a réussi à juguler.

La situation française de l'automne 2005 est révélatrice d'une crise structurelle profonde. Les émeutes des arabes-français et des africains-français témoignent de l'impasse du "modèle social français", de l'échec de l'intégration, de celui de l'école, de la déstructuration des familles concernées, des erreurs de l'urbanisme des années 50-70, des politiques fortuites de l'appel à la main d'œuvre immigrée du Maghreb et de l'Afrique Noire, au regroupement familial à partir de 1974, alors même que s'achevait le cycle des "trente glorieuses".

La France brûle parce que pour les descendants de la seconde ou de la troisième génération d'immigrés, il n'y a pas de futur. No futur pour ceux qui n'ont pas de travail, pas de formation ni éducation et qui tombent sous la dépendance de petits caïds et trafiquants. Quand ce n'est pas, pour une petite minorité d'entre eux, sous la tutelle de guides religieux d'un Islam fanatique... Dès lors les frustrations entraînent la violence qui se déchaîne contre les représentants tenus responsables du No

⁷ « La crise est finie », titre de Challenges N°139, septembre 1999.

⁸ Voir "Cycles Kondratiev : la cinquième vague", dans Alternatives économiques N°173, septembre 1999.

⁹ Voir Robert Kuttner "Les déboires des prévisionnistes" dans Le Point-BusinessWeek, N°1407, 3 septembre 1999.

¹⁰ Diagnostic optimiste plus réservé dans les articles "Rééquilibrer la croissance mondiale" et "La croissance revient" Alternatives économiques N°173, septembre 1999.

¹¹ Les risques "systémiques" ne sont pas pour autant exclus dans les prochaines décennies. Michel Beaud dans un article "Regards sur le développement" (Futuribles N°246, octobre 1999) les analyse à travers des rapports des Nations Unies et de la Banque Mondiale, et il indique des moyens pour éviter une spirale de crises, mais ceux-ci sont hors de l'agenda politique des grandes puissances et des grandes organisations mondiales.

Futur : la police, les entreprises, l'école...La bombe à retardement qui explose en France risque de ne pas être une "exception française", même si elle a ses caractéristiques, nos voisins ne sont pas à l'abri. La "maison européenne" doit être rebâtie.

Retour sur la notion de "crise systémique"

Comme il a été noté peu d'économistes et de politologues s'aventurent sur ce terrain. Pourtant la notion a été utilisée entre les deux guerres mondiales, particulièrement par les marxistes. On la trouve dans les travaux de Levgueni Varga et les thèses de l'Internationale communiste. La manifestation, et la preuve, de la crise du système capitaliste, était avec la révolution bolchevique, le détachement même de ce qui allait devenir l'URSS. On parlait de la crise générale, qui n'était pas une catégorie économique mais politique. Après la seconde guerre mondiale la révolution chinoise était de la même essence. Une grande confusion s'établit avec la grande crise de 1929. Crise cyclique dévastatrice, mais économique et sociale, bien qu'elle fut une des causes de l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne. Elle ne remit pas en cause l'existence du capitalisme.

Il y eu au cours de l'histoire nombre de systèmes politiques qui disparurent, mais dans l'histoire moderne, il n'y eu que deux crises systémiques : celle évoquée plus haut de la rupture du système capitaliste et celle de l'implosion du système socialiste soviétique et des démocraties "populaires". L'effondrement des régimes de "démocratie populaire" des pays européens de l'Est constitue une fascinante étude de cas systémique... et une source de regrets rétrospectifs pour l'approche prospective qui a été dans l'incapacité de l'envisager.

Il faut en effet rappeler que dans leur quasi totalité les futurologues n'ont pas cru à la possibilité de changements politiques au sein de l'empire soviétique¹². C'est un fait que le corps des professionnels de la prospective est passé à côté de l'événement majeur de la fin du siècle. Et cela fait problème. Pourquoi cette carence de la prospective? Pourquoi l'effondrement de la structure politique des "démocraties populaires" n'a pas été retenu comme un des futurs possibles? Pourquoi la perestroïka a déstabilisé ce qui paraissait irréversible? Pourquoi ces réactions en chaîne, cette évolution générale malgré la diversité des situations ?

J'ai essayé de répondre à ces questions d'un point de vue systémique¹³, et si j'y reviens c'est parce que les outils intellectuels utilisés sont susceptibles d'être valables pour le décryptage de la situation présente.

D'abord la carence de la prospective tient à une myopie idéologique : il ne pouvait rien se passer au sein de la direction fossilisée du PCUS et la *perestroïka* de Gorbatchev¹⁴ ressortait de la simple propagande...Pourtant le livre de Gorbatchev était l'analyse la plus profonde et la plus critique de la situation de l'URSS. J'en ai fait le "mapping" d'où il ressortait que celle-ci était le siège de contradictions antagonistes, de processus formant des boucles cumulatives positives tendanciellement explosives, et de boucles cumulatives négatives conduisant à des blocages (voir figure).Et, en regard

¹² Ainsi un des plus renommés, R. U. Ayres confesse honnêtement son erreur concernant la perestroïka: "je concède volontiers que je n'avais jamais anticipé la possibilité d'une perte volontaire du système répressif léniniste-staliniste qui s'est produite. Il peut y avoir des déceptions, bien sûr, et le "dégel" peut même être renversé. Beaucoup dépend du génie politique d'un homme. Mais ainsi que je l'ai signalé dans le passé, un "right man at the right time" peut quelquefois faire basculer un pays dans une nouvelle direction"(Ayres R. U. : Second Thoughts, Commentary, in Coats J. F. and Jarrat J. : What Futurists Believe, A World Future Society Book, Lomond, 1989)

¹³ Pierre F.Gonod "Dynamique de la Prospective" CPE-Aditech, 1^{er} trimestre 1990, voir, notamment l'annexe "La débâcle des régimes de démocratie populaire" (pages 131-159).

¹⁴ Gorbatchev Mikhaïl : Perestroïka, vues neuves sur notre pays et sur le monde, Flammarion, 1987.

de la situation d'état, un second "mapping" du projet de la perestroïka" qui était dans le fond l'anti-système devant modifier de fond en comble le système établi. C'était la négation de la négation¹⁵.

En fait, la nouvelle politique ne pouvait se réaliser sans écroulement de la structure et constitution d'une autre. Dès lors il est important de comprendre comment s'opèrent les changements de la structure. La figure suivante résume les 10 positions envisageables.

Un autre notion doit être introduite ; celle de la liaison forte¹⁶. En URSS et dans les "démocraties populaires" le parti unique, force constitutionnellement dirigeante de la société, était le siège de la liaison forte de la structure interne de ces pays. En conséquence, la clé systémique apparaît alors au niveau des Partis Communistes au pouvoir.

Cette liaison forte du système ne permettait pas l'autonomisation des sous-systèmes de ces sociétés. Par là même les réformes partielles, d'une part dépendaient du seul centre dirigeant, d'autre part, se heurtaient aux fortes dépendances mutuelles au sein de la structure qui conféraient à celle-ci sa cohésion. Ces liaisons étaient trop nombreuses pour être maîtrisées à partir d'un centre unique et, en même temps, pas assez diversifiées pour permettre le déploiement d'une société complexifiée par la croissance, la technologie, la différenciation sociale, et ouverte par l'information. Le Parti unique ne pouvait plus être le point de réduction et de combinaison des attentes, demandes et espérances de la société civile¹⁷. En d'autres termes sa "variété" conceptuelle et opérationnelle n'était pas suffisante pour maîtriser la révolution de la société.

Les structures des "démocraties populaires" étaient *surdéterminées* à 5 niveaux par le régime politique de l'URSS : l'Etat, le Parti, l'Idéologie, l'Economie, l'Information externe. La surdétermination qui a structuré les "démocraties populaires" les a aussi déstructurées. Mais pour qu'un tel phénomène puisse se produire il fallait au moins trois conditions associées : une liaison forte réunissant éléments externes et internes, et une liaison forte réunissant les éléments internes entre eux, la déstabilisation des liaisons fortes externes et internes. C'est ce qui s'est produit avec la rupture de la liaison forte du PCUS en Russie.

En regard de cet exemple historique récent d'une crise systémique entraînant l'effondrement de la société concurrente du capitalisme, on peut s'interroger sur la signification d'une crise systémique du capitalisme de l'époque de la globalisation. Crise globale par la sortie du système ? Mais quelle sortie après l'effondrement de la société communiste ? Quelle référence idéologique ? Grande crise type

¹⁵ Concernant l'issue de la perestroïka voici quel était mon commentaire : " Si l'on retient la distinction faite par H.KISSINGER entre *incidental policy* qui est le comportement où les décisions sont déclenchées par les actions, et *organized policy* qui est le comportement où les décisions déclenchent les événements, la politique de GORBATCHEV ressort incontestablement de cette dernière catégorie. Mais une politique organisée, si elle est la condition sine qua non de sa maîtrise, n'est pas pour autant *ipso facto* la maîtrise. L'issue de la lutte engagée est incertaine en raison même de la cohésion de la structure à détruire pour en reconstruire une autre et des forces qui s'y opposent. La "variété" calculée de la structure existante serait sans doute très élevée en raison de la multiplicité et de l'intensité des interrelations entre les variables des sous-systèmes non autonomisés de la société soviétique.¹¹ La variété négative pour dominer la structure existante (en l'occurrence la négation de la négation selon LA LOGIQUE DES MATRICES NEGATIF-POSITIF-NEUTRE), devrait être au moins égale à celle-ci. Ce qui est improbable en raison des "héritages" sociétaux et des difficultés de la mobilisation populaire. La maîtrise ne peut être globale et assurée au départ, elle ne peut résulter que d'une succession de situations, de combats ponctuels où le "taux de variété" en un lieu et un temps donnés des nouveaux révolutionnaires est supérieur à celui des forces conservatrices. Ce qui implique une capacité politique exceptionnelle pour allier clarté stratégique et souplesse tactique. Les principaux combats sont à l'intersection des contradictions antagonistes qu'expriment les deux *mappings*, des héritages de la société soviétique et du schéma conceptuel de la perestroïka. Chaque item du second est le négatif de l'item correspondant du premier. Le rapprochement des deux *mappings* permet donc de dresser aussi la carte des conflits exprimant la lutte des contraires. Dans cette lutte, les incidents de parcours qui peuvent surgir sont innombrables. Le dérapage nationaliste à l'intérieur de l'Union est peut-être de ceux-ci, encore que l'indépendance absolue désormais reconnue dans les relations politiques entre pays socialistes légitimait et amplifiait les revendications nationalistes internes, et devait être en conséquence prévisible. La finalité de la perestroïka c'est pour l'URSS « *davantage de socialisme, davantage de démocratie* ». Si ce dernier objectif est celui des peuples en mouvement des autres pays de l'Est, il n'en est pas de même du premier. C'est l'existence du socialisme qui est désormais en cause.

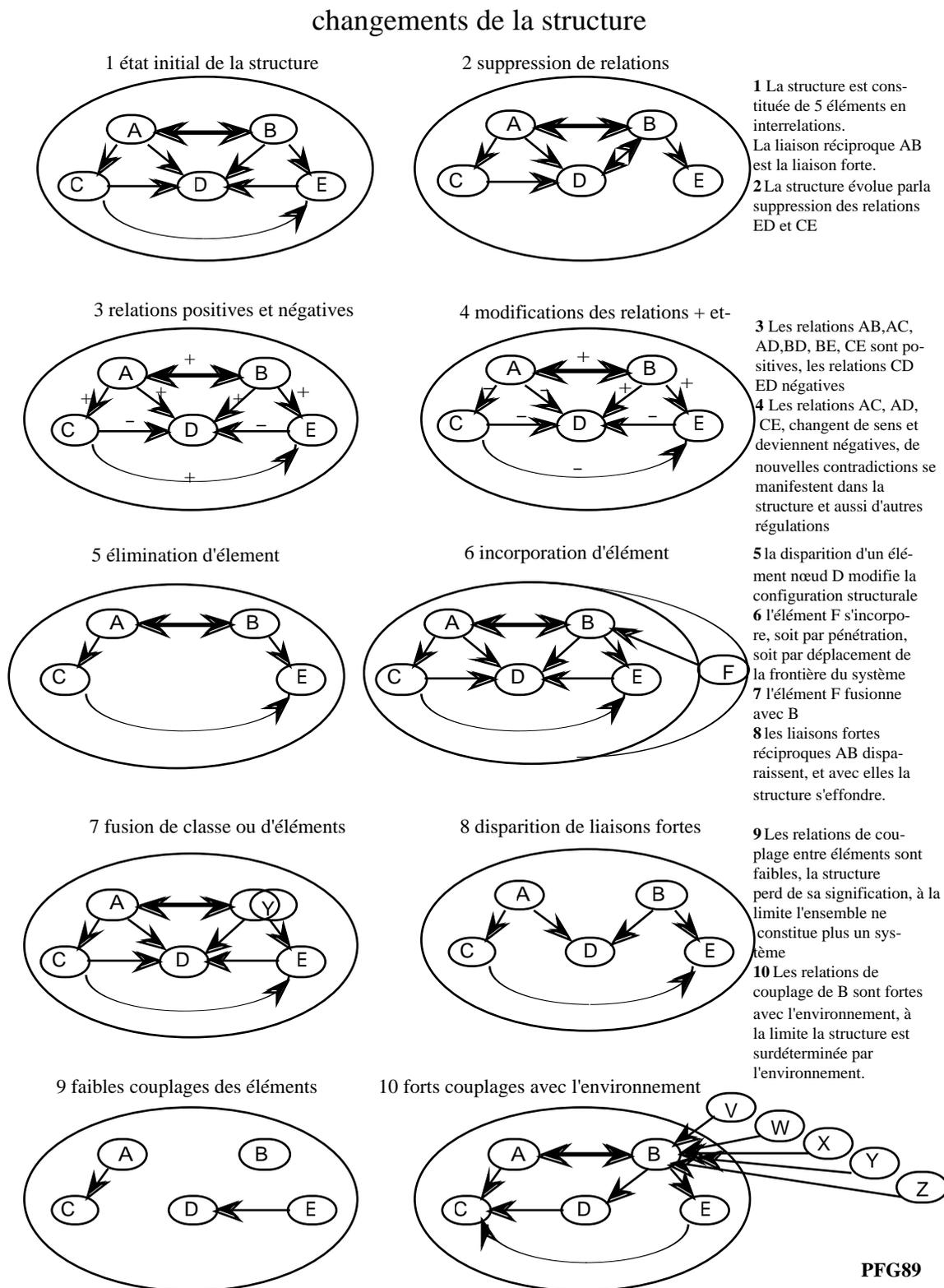
¹⁶ Sur la notion de "liaison forte" voir E. Laszlo : *La cohérence du réel, cœur du savoir*, Gauthier-Villars, 1989.

¹⁷ Sur la représentation du système politique, voir David Easton "A systems analysis of political life" John Wiley & Sons 1965.

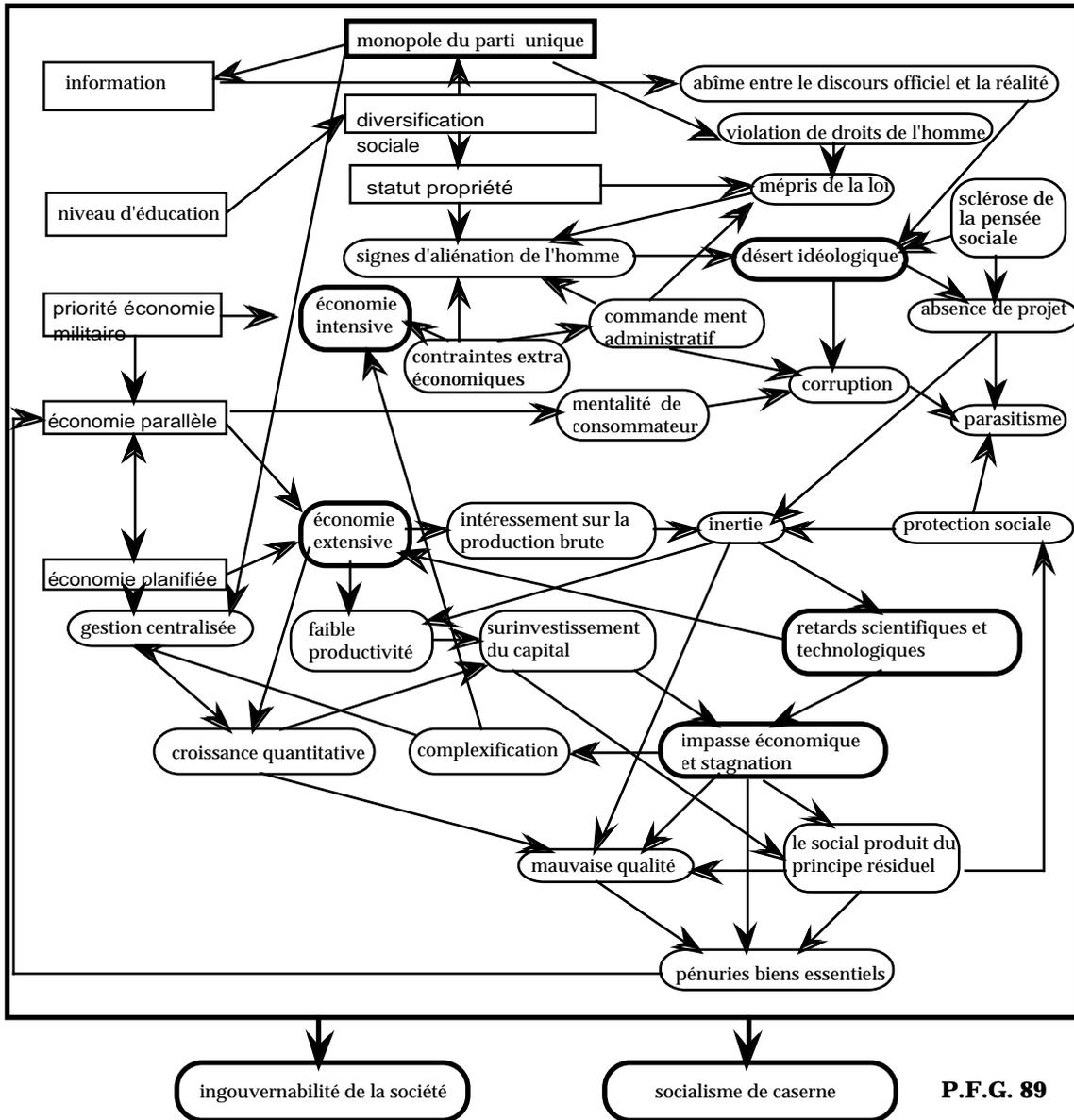
1929, économique et sociale ? mais quelle issue politique au niveau de la gouvernance mondiale et régionale ? Quelle réactivité institutionnelle ? Quelle force de plasticité et d'adaptation du capitalisme ? Il y a-t-il au sein du système global une "liaison forte et des "surdéterminations" ?

Les travaux du LEAP avec la perspective générale tracée, les sept facettes envisagées de la crise mondiale en gestation, fournissent une importante hypothèse de travail.

Figure 1

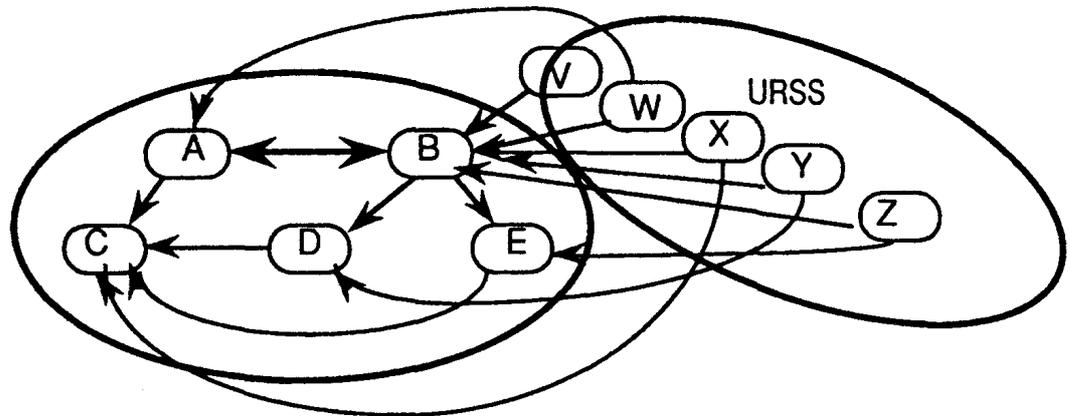


"Héritages" de la perestroïka



Annexe 3 Surdéterminations

Démocratie
populaire



	"démocratie populaire"	URSS
Etat	A	V
Parti	B	W
Economie	C	X
Idéologie	D	Y
Information	E	Z

La liaison forte

Le LEAP a considéré **sept crises sectorielles**¹⁸ : 1 la défiance envers le dollar, 2 l'explosion des déséquilibres financiers américains, 3 la crise pétrolière, 4 la disparition du leadership américain, 5 la défiance du monde arabo-musulman, 6 l'inefficacité de la gouvernance mondiale, 7 les incertitudes sur la gouvernance européenne. On peut envisager ces crises comme des sous-systèmes de la crise globale¹⁹. Évidemment ces sous-systèmes résultent d'une analyse et sont le siège de processus et de jeux d'acteurs. Ce sont des sortes de "clusters" où interagissent ces processus et les acteurs qui leur correspondent.

En s'en tenant à un premier niveau d'analyse, sans pénétrer au sein des groupes, la curiosité pousse à détecter quels sont les rapports d'influence entre eux, domination et dépendance. Pour cela il suffit de faire une matrice des interdépendances.

Le principe en est simple : en colonne on visualise les influences données par chacun des constituants sur les autres, en ligne on voit les influences reçues par chaque élément de la part des autres.

Les figures 1 et 2 positionnent entre elles les 7 crises.

L'identification des interdépendances soulève une difficulté. Plus l'analyste aura une perception fine de celles-ci, plus il aura tendance à enregistrer des relations. L'enchevêtrement de celles-ci, même avec un nombre limité de composants rend illisible le graphe résultant. Il faut donc s'en tenir au constat des *relations directes*. L'élévation en puissance de la matrice (codifiée avec 1 ou 0 selon l'existence ou non d'une relation) et des logiciels permettent ensuite d'identifier les boucles des relations indirectes. La sensibilité des rapports d'influence peut s'en trouver modifiée. Sous cette réserve des constatations s'imposent.

- a) Un grand nombre de relations sont positives, c'est-à-dire, ici qu'elles renforcent la crise globale dont elles sont partie. Ces boucles positives cumulatives qui s'ensuivent ont un caractère explosif²⁰.
- b) La défiance envers le dollar, exerce une influence majeure. Il en est de même de la disparition du leadership américain, les deux étant dans des rapports réciproques. L'explosion des déséquilibres américains bouclant positivement les deux.
- c) Certaines relations apparaissent plus ambiguës (tout au moins pour moi). Ainsi l'influence de l'explosion des déséquilibres financiers américains sur la gouvernance européenne, celle de la crise pétrolière sur la défiance du monde arabo-musulman, de celle-ci sur la crise pétrolière et sur les déséquilibres financiers américains. Il (me) semble que ces influences peuvent être positives *et* négatives. La raison est que le jeu principal des acteurs impliqués dans ces crises est celui du conflit-coopération, de la lutte-concours²¹. La domination des USA sur l'Europe et le monde arabe engendre des contradictions qui opposent les partenaires, des réactions défensives, mais aussi des solidarités devant la perspective du désastre annoncé. Le monde arabo-musulman n'est pas homogène, et l'Europe à 25 ne l'est pas davantage. Donc à l'intérieur des clusters de crise il n'y a pas d'unanimité. Par exemple, le jeu de l'Iran apparaît plus complexe. Malgré les déclarations de guerre de son Président, il n'a pas pris une mesure aussi radicale que de virer des pétrodollars aux pétroeuros, ceci viendrait en dernier ressort si la négociation échouait avec l'UE²², sans oublier les dépendances de l'Iran, y compris paradoxalement celle de l'approvisionnement en essence.
- d) L'inefficacité de la gouvernance mondiale est patente, elle renforce les tendances de la crise.
- e) La gouvernance européenne est le maillon le plus faible, peu influente et très influencée. Triste...

Il ressort que la liaison forte du système global en crise est celle des USA dans ses diverses modalités.

¹⁸ GlobalEurope Anticipation Bulletin N°2

¹⁹ Au demeurant il était estimé que ces 7 crises sectorielles étaient susceptibles d'être catalysées par les décisions américaines et iraniennes de la semaine du 20 au 26 mars 2006. Je reviendrai sur ce dernier aspect.

²⁰ Voir sur la signification des boucles cumulatives positives et négatives Joël de Rosnay "Le microscope, vers une vision globale" Seuil 1975.

²¹ Voir François Perroux "Pouvoir et économie" Bordas 1973.

²² Il est probable que derrière la scène médiatique des négociations ont lieu entre les USA et l'IRAN. La lettre de Mahmoud Ahmadinejad à George Bush est peut-être moins innocente qu'elle ne paraît...

FIG 1

MATRICE DES INTERDEPENDANCE DES CRISES

	1	2	3	4	5	6	7
1	①						
2		②					
3			③				
4				④			
5					⑤		
6						⑥	
7							⑦

légende

- 1 défiance envers le dollar
- 2 explosion des déséquilibres financiers américains
- 3 crise pétrolière
- 4 disparition du leadership américain
- 5 défiance du monde arabo-musulman
- 6 inefficacité de la gouvernance mondiale
- 7 incertitudes sur la gouvernance européenne

Le tableau se lit **en colonne** : exemple l'influence donnée de 1 (défiance envers le dollar) sur 2 (explosion des déséquilibres américains) et **en ligne** influence reçue de 2 (explosion des déséquilibres américains) de 1 (défiance envers le dollar)

Pierre F. Gonod 06-06-06

FIG 2 MATRICE DES INTERDEPENDANCE DES CRISES (relations directes)

	1	2	3	4	5	6	7
1	①	+		+	X	+	+
2	+	②	+		X	+	
3			③	+	+	+	
4	+	+	+	④	+		
5	+	+	X	+	⑤	+	+
6				+	+	⑥	+
7	+	X	+	X	+	+	⑦

légende

- 1 défiance envers le dollar
- 2 explosion des déséquilibres financiers américains
- 3 crise pétrolière
- 4 disparition du leadership américain
- 5 défiance du monde arabo-musulman
- 6 inefficacité de la gouvernance mondiale
- 7 incertitudes sur la gouvernance européenne

+

influence positive accentuant la crise

X

influence équivoque positive et négative

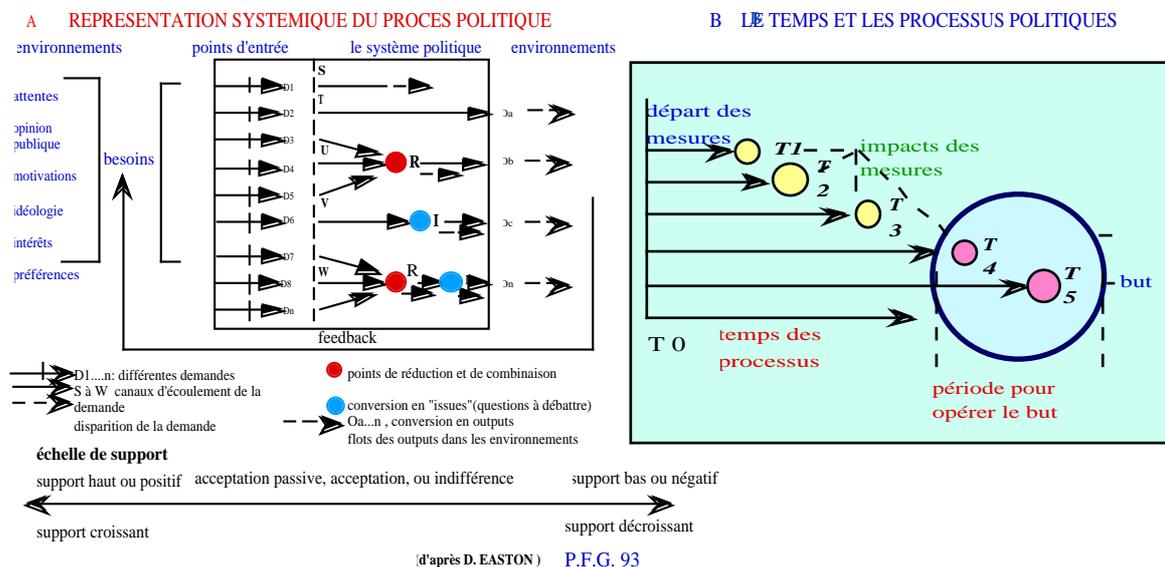
Anticipation et temps prospectifs

La perspective de la crise systémique globale tracée par le LEAP s'avère chaque jour confirmée. Les bourses du Brésil, du Mexique, de l'Argentine, de la Colombie, de l'Inde, de la Russie, ont effectivement été frappées, enregistrant des reculs parfois importants. Et ce n'est pas fini. La chute des indices boursiers de la planète démontre bien qu'un puissant processus est en cours, dont les événements boursiers ne sont qu'une des manifestations.

Ainsi qu'il est expliqué dans le bulletin d'Anticipation N°6 : " l'équipe de LEAP/E2020 a choisi ce mois-ci d'explicitier le processus même d'entrée dans cette phase II de la crise systémique globale qui devient aujourd'hui définissable. LEAP/E2020 a en effet pu définir 4 étapes structurantes au sein de cette phase II. Ces quatre étapes pourront se chevaucher et s'étaleront donc tout au long de la phase II de la crise systémique globale sur une période de trois à six mois à partir de Juin 2006. Leur enchaînement déterminera fortement la nature de la phase III dite « phase d'impact »". Ainsi se trouve posée la question des temps, qui est la butée principale de la prospective actuelle. Pour une raison simple : il n'y a pas de données sur la vitesse des processus sociaux²³.

Un homme politique a écrit : "la politique c'est aussi "la science des temps"²⁴. Il y a télescopage entre les temps politiques courts, d'autant plus courts qu'ils ont sous l'emprise de l'immédiat, les temps des grands systèmes sociaux, le travail, l'éducation, la culture, la science, la technologie, de l'environnement, qui ont des pas de temps, des vitesses et délais et inégaux, et les systèmes naturels. Il y a les temps de traitement inputs-outputs au sein du système politique, et les limites de tolérance temporelle des processus et des mesures pour produire un impact par leur convergence. C'est ce qu'expriment les deux figures ci-dessous.

MECANISMES DU SYSTEME POLITIQUE



J'ai toujours été frappé par la désynchronisation de grands événements, qui, s'ils avaient convergé dans un pas de temps auraient produit des ruptures radicales. Par exemple, les révoltes de Berlin 1953, de la Hongrie 1956, de Poznan 1956, du mouvement étudiant polonais 1968, de Gdansk 1970, le printemps de Prague en 68...

²³ Observation de Yves Barel dans "Prospective et analyse des systèmes" La Documentation française, 1971.

²⁴ Constat de Jean-Pierre Raffarin dans son livre "Pour une nouvelle gouvernance, l'humanisme en actions" L'archipel, 2002. Et leçon ignorée par son successeur....

L'écroulement de l'URSS et des démocraties populaires, et donc du système communiste européen, résulte de convergences historiques, liées, comme on l'a vu, de la fissuration de la liaison forte. La poursuite et le timing de la crise systémique seront aussi soumis aux convergences et bifurcations, aux accélérations et freinages des actions, réactions aveugles ou lucides, sursaut ou non de la gouvernance mondiale. Si tout laisse à penser que le processus de la crise globale est engagé et irréversible, ce n'est pas un mécanisme d'horloge.

Mais les minutes sont comptées pour que l'Europe sorte de son sommeil.

Pierre F. Gonod 18 juin 2006

